



Face aux mutations
quelles formations
pour quels emplois
demain ?

*Actes des Rencontres citoyennes
du 28 mai 2008
École normale supérieure, Paris*

Extraits

PRÉAMBULE

CONSEIL DE L'EUROPE

Villano Qiriazzi, représentant de Gabriella Battaini- Dragoni, directrice générale de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports au Conseil de l'Europe :

« Ne pouvant pas être parmi vous aujourd'hui, madame Gabriella Battaini-Dragoni m'a chargé de vous présenter ses excuses et de la représenter ici. Vous connaissez tous le Conseil de l'Europe. Cette institution siégeant à Strasbourg est l'une des organisations politiques les plus anciennes d'Europe. Elle œuvre pour la protection des droits de l'Homme, pour le développement et la consolidation de la démocratie, pour le pluralisme et pour l'État de droit sur l'ensemble du continent européen. « Face aux mutations, quelles formations pour quels emplois demain ? » La question de vos Rencontres citoyennes paraît très pertinente au Conseil de l'Europe. C'est une question récurrente pour toute personne vivant en Europe, une question qui vient souvent à l'esprit, le soir, lorsqu'on regarde le journal télévisé. Cette question en soulève d'autres tout aussi importantes : quelles formations pour quels jeunes de demain ? Quelles formations pour quel type ou quel modèle de société de demain ? Et quelle Europe de demain ?

Cette dernière question est particulièrement significative pour le Conseil de l'Europe qui a focalisé son action sur la construction d'une société européenne vivante, ouverte, mobile et compétitive, une société européenne qui doit être caractérisée par l'intégration de tous ses membres dans le plein respect de leurs droits fondamentaux, invitant chaque individu à contribuer à la vie de la collectivité. Quel rôle dans cette société pour l'éducation et les éducateurs ?

Certes, le Conseil de l'Europe n'a pas une réponse toute faite. Mais il a tout au moins un début de réponse si l'on se réfère au débat en cours au sein de l'organisation. Ce début de réponse semble être de promouvoir une éducation de qualité. Mais de quelle qualité parle-t-on ?

Depuis plusieurs années déjà, la qualité de l'éducation a été traditionnellement considérée comme une priorité par le Conseil de l'Europe. Cette qualité de l'éducation signifie avant tout la reconnaissance de la diversité, la participation et l'inclusion sociale. Mais elle se réfère également à l'acquisition des savoirs, attitudes et compétences qui favorisent ces trois grands principes. Ces principes peuvent aussi, en quelque sorte, nous projeter vers l'avenir et nous aider à esquisser les contours de l'image du jeune de demain ou du modèle de société de demain, société dans laquelle les nouvelles générations vont vivre et travailler.

En vue de mettre en œuvre cette vision de l'éducation, le Conseil de l'Europe a placé ces trois principes à la base de son programme éducatif. Il a placé au centre de son attention l'éducateur, soit-il enseignant ou formateur. Au

Conseil de l'Europe, nous sommes convaincus du rôle primordial joué par l'enseignant et l'éducateur dans la réussite scolaire des élèves et dans l'évolution de leurs métiers.

Tout comme d'autres organisations internationales telles que l'OCDE ou l'Union européenne, le Conseil de l'Europe a lancé un programme transversal relatif à la définition des compétences clés des enseignants. Il s'agit en quelque sorte d'une traduction concrète et pratique des principes que je viens d'énoncer. Elle découle des résultats obtenus dans trois domaines d'action qui sont en fait des domaines de travail historiques du Conseil de l'Europe. »

ALLOCUTION DE MICHEL GODET

Michel Godet, économiste, professeur au Conservatoire national des arts et métiers, titulaire de la chaire de prospective stratégique :

« J'ai été impressionné par le discours qui vient d'être fait, non pas par ce qui a été dit et qui est juste, mais par ce qui a été oublié et qui est encore plus important. Le représentant du Conseil de l'Europe a parlé d'éducation durable, mais je vous rappelle qu'il n'y a pas de développement durable s'il n'y a pas d'enfants. Comme l'a écrit la Commission européenne dans son Livre vert sur la démographie, il n'y a pas de croissance sans berceaux. Or, cette question démographique n'a pas été évoquée. Comment réussir l'intégration dans des écoles s'il n'y a pas de mixité ? Il faut aussi une fécondité européenne qui ne soit pas, comme aujourd'hui, un effondrement. Je constate que ces questions ne sont pas encore à l'ordre du jour. Cela viendra peut-être.

Mon métier, c'est la prospective. Je me sens un peu comme la vigie sur le Titanic. Mon ambition n'est pas de dire que j'avais prévu la collision avec l'iceberg, mais d'annoncer cette collision pour l'éviter. Il y a vingt ans, je remettais avec Jacques Lesourne un rapport baptisé « Éducation et société pour demain ». Dans ce rapport qui a d'ailleurs été envoyé à tous les chefs d'établissement, nous annoncions à monsieur Monory que la France serait malade du diplôme, que l'on aurait une surabondance de diplômés et une pénurie de professionnels.

Nous y sommes aujourd'hui. Au moment où je vous parle, il y a davantage pénurie de jardiniers que d'informaticiens à l'ANPE. Je suis content d'avoir fait de bonnes prévisions, mais je suis surtout triste de ne pas avoir été entendu. Le taux de chômage des bac + 4 est supérieur à celui des bac + 2. En d'autres termes, dans certains domaines, mieux vaut ne pas aller trop loin dans ses études... Il va y avoir une certaine désaffection pour l'enseignement supérieur long, surtout celui qui distribue des « assignats » universitaires – je ne parle naturellement pas des grandes écoles. Ce phénomène a déjà commencé pour des raisons démographiques que je vais évoquer dans un instant.

Vous l'avez compris, mon rôle de prospectiviste n'est pas de prédire l'avenir mais de le construire. Ainsi, quand le gouvernement me demande ce qui se passera dans la France de 2025, je réponds : « Cela dépendra de ce que vous ferez ou pas d'ici là ! ». Ils se posent la question de l'avenir et, pendant ce temps, ils éludent la question du courage pour les réformes.

Je vais aborder trois points : en premier lieu, l'avenir autrement ; en second lieu, les questions de démographie, croissance, emploi, formation ; enfin, le thème des familles et des inégalités.

Il y a cinq questions fondamentales face à l'avenir mais je n'en évoquerai que

deux. La première est le « qui suis-je ? ». C'est le fameux « connais-toi toi-même », que l'on ne pose d'ailleurs pas assez dans l'éducation. On ne nous apprend pas à transformer nos faiblesses en forces et à connaître nos forces pour essayer de les maîtriser. Le « qui suis-je ? » renvoie à une question importante : ne pas se prendre pour ce que l'on n'est pas. Nos élites feraient d'ailleurs bien de mener un travail sur leur « qui suis-je ? »... Comme l'avait dit François Bayrou à propos de l'échec scolaire, le problème est que ceux qui y réfléchissent ont eux-mêmes réussi à l'école. C'est un peu comme ceux qui travaillent sur les quartiers difficiles et vivent dans le XVI^e arrondissement de Paris. »

ALLOCUTION DE CHRISTIAN FORESTIER

Christian Forestier, ingénieur électronicien, docteur ès sciences, inspecteur général de l'Éducation nationale, professeur des universités associé à l'université de Marne-la-Vallée :

« Ce n'est pas facile d'intervenir après Michel Godet, d'autant plus que je vais jouer le rôle du méchant et de l'empêcheur de rêver. Ce qui est à la fois séduisant et frustrant dans son discours, c'est qu'il faut y distinguer la réalité du rêve.

Je sais que je vais vous décevoir, non pas parce que je n'ai pas le style mais parce que je vais vous dire des banalités. Michel Godet, lui, ne vous pas a dit de banalités. Mais il parle essentiellement de destins individuels et du monde dont il rêve.

Pour ma part, je vais vous parler de la banalité statistique. « Quelles formations pour quels emplois demain ? » Voilà un beau sujet ! J'espère toutefois que vous n'êtes pas venus en pensant que nous allions vous dire quelles formations conseiller à vos enfants. À mes yeux, la réponse est simple : contrairement à ce que dit Michel Godet, il faut que les jeunes fassent les études les plus longues possible. Quelle banalité ! Mais c'est ainsi.

Je comprends que l'on s'interroge sur une société où l'école et la formation initiale sont si déterminantes pour l'avenir, mais l'école n'est pas responsable.

Je rêve moi aussi d'une école sur laquelle il y aurait moins de pression. Deux modèles d'école semblent mieux fonctionner que le nôtre – bien que les comparaisons internationales soient à prendre avec précaution. Le premier est le modèle scandinave associé à un modèle anglo-saxon dans lequel on aurait enlevé les États-Unis et l'Angleterre pour ne garder que le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, etc. Le second est le modèle du Sud-Est asiatique. Si quelqu'un trouve des invariants évidents entre le modèle finlandais et le modèle japonais, je suis preneur ! Pour ma part, je n'en ai pas trouvé beaucoup ! Dans le modèle scandinave, la pression sur l'école est beaucoup plus faible qu'en France, L'importance du diplôme initial y est beaucoup moins forte et les résultats sont meilleurs.

En tant que responsable du système éducatif, je ne suis donc pas si demandeur que cela d'une société qui attache tant d'importance au diplôme. Or, notre société attache de l'importance non seulement au diplôme, mais surtout au diplôme initial. Je sais déjà que ce que vous allez me répondre : nous avons inventé la formation continue, et surtout le droit à la formation continue. Nous avons aussi inventé une chose formidable : la validation des acquis de l'expérience. Tout cela existe et c'est très bien. Je pense qu'il faut poursuivre dans cette direction. Il n'en demeure pas moins que c'est le premier diplôme qui compte, que nous le voulions ou pas. En matière de

formation continue, il faut savoir que l'on a d'autant plus de chances d'avoir une seconde formation que la première a été longue et de qualité... Les polytechniciens reviennent plus vite en formation que ceux qui sortent du système éducatif sans diplôme.

Ne nous leurrions pas. Que faisons-nous pour nos propres enfants ? Que fait Pierre Bourdieu ? Il envoie sa fille à Polytechnique. Il aurait d'ailleurs été stupide de ne pas le faire. Pourtant, Bourdieu a écrit *Les héritiers*. Michel Godet et moi-même faisons d'ailleurs partie de la génération qui s'est nourrie des *Héritiers*, et qui faisons faire des études supérieures à nos enfants.

Parmi mes diverses activités, je préside le conseil d'administration du CEREQ, le Centre d'études et de recherches sur les qualifications. »